

"une bonne idée, mais payée par les communes", déplorent les maires

3 minutes

"Si les élus locaux saluent toute initiative qui vise à garantir à tous les enfants des repas équilibrés, la méthode et les modalités de mise en œuvre retenues aujourd'hui par le gouvernement ne permettent pas d'envisager sereinement le succès de cette mesure", estiment l'Association des maires de France et Villes de France dans un communiqué le 12 avril 2019. Les associations réagissent au lancement le 8 avril de la mesure sur la "cantine à un euro", prévue dans le plan pauvreté ([lire sur AEF info](#)).



© CD21 (Philippe Gillet)

Les associations, qui regrettent "un manque de concertation" pour préparer cette action, soulignent que "beaucoup de communes se sont déjà engagées dans cette voie" et rapportent que "de nombreuses communes proposent d'ores et déjà des tarifs planchers inférieurs à 1 euro" ([lire sur AEF info](#)).

un nouveau transfert de charges

Elles rappellent que le gouvernement souhaite mettre en place une aide de 2 euros pour les communes qui s'engageraient dans le dispositif, or "le coût moyen d'un repas pour une commune est évalué entre 7,5 et 10 euros". "En l'état, c'est donc un nouveau

transfert de charges qui se profilerait pour les communes",
déplurent les maires.

Les élus souhaitent que cette mesure, qu'ils considèrent comme
"une bonne idée, mais payée par les communes", soit
intégralement prise en charge par l'État et réclament en outre des
précisions sur l'ampleur de cette aide : s'adresse-t-elle aux familles
subissant des difficultés financières fortes ou sera-t-elle plus large ?

Dépêche n° 604794



1 min de lecture

Par

[Cécile Olivier](#) Publiée le 12/04/2019 à 15h38